

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES

ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.bodacc.fr



Standard..... 01-40-58-75-00

Annonces 01-40-58-77-56

Accueil commercial 01-40-15-70-10

Télécopie..... 01-40-58-79-14

BODACC « A »

Annonce n° 1012

49 – MAINE-ET-LOIRE

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS

Ventes et cessions

792 047 037 RCS Angers.

IN EXTENSO CENTRE OUEST.

Forme : Société anonyme à conseil d'administration.

Sigle : IECO.

Capital : 26313376 EUR.

Adresse : 8, rue Eugène Brémont, 49300 Cholet.

Oppositions : Art.L.236-14 du code de commerce - Opposition 10 jours à compter de la présente insertion au bodacc..

Commentaires : Avis de projet de fusion IN EXTENSO CENTRE OUEST Société Anonyme au capital de 26.313.376 euros Siège social : CHOLET (49300) 8, rue Eugène Brémont 792 047 037 RCS ANGERS SEREF AUDIT Société à responsabilité limitée au capital de 7.624 € Siège social : CHOLET (49300) 8, rue Eugène Brémont 429 483 183 RCS ANGERS ————— AVIS DE PROJET DE FUSION Suivant acte sous seing privé en date à CHOLET (49) du 27 octobre 2016, la société IN EXTENSO CENTRE OUEST et la société SEREF AUDIT, ont établi un projet de fusion par voie d'absorption de la société SEREF AUDIT par la société IN EXTENSO CENTRE OUEST. Aux termes de ce projet, la société SEREF AUDIT ferait apport à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST de la totalité de son actif, savoir 43.813,27 euros, à charge de la totalité de son passif, savoir 36.368,45 euros, soit un apport net de 7.444,82 euros. La société IN EXTENSO CENTRE OUEST détenant la totalité des parts sociales de la société SEREF AUDIT, il ne sera procédé à aucune augmentation de capital. La différence entre la valeur nette des droits apportés (7.444,82 euros) et la valeur comptable des parts sociales de la société SEREF AUDIT (30.993,16 euros), savoir 23.548,34 euros constituera un mali de fusion. Etant une fusion simplifiée, cette opération n'entraîne ni échange de droits sociaux ni prime de fusion. Les créanciers des sociétés fusionnantes, dont la créance est antérieure au présent avis, pourront former opposition à cette fusion dans les conditions et délais prévus par les articles L.236-14 et R.236-8 du Code de Commerce. Conformément aux dispositions de l'article L.236-6 du Code de Commerce, deux exemplaires originaux du projet de fusion ont été déposés au greffe du Tribunal de Commerce d'ANGERS, le 16 novembre 2016, sous le numéro 2016/A/9421 pour la société SEREF AUDIT, et sous le 2016/A/9420 pour la société IN EXTENSO CENTRE OUEST. Pour avis.